

Les manifestations en Guinée ont fait au moins neuf morts, inquiétude internationale

écrit par GuineePolitique© | 17 octobre 2019



“Environ neuf morts” : les manifestations qui agitent la Guinée depuis lundi ont eu des “conséquences tragiques”, ont reconnu mercredi les autorités de Conakry, alors que des opposants à un éventuel troisième mandat du président Alpha Condé comparaissent devant la justice et que la communauté internationale s’inquiète de “l’escalade de la tension”.

“Il a été enregistré au total environ neuf cas de décès, dont huit dans notre capitale, ainsi que de nombreux blessés”, a déclaré le ministre de l’Administration du territoire, le général Bouréma Condé. Les autorités avaient jusqu’ici confirmé seulement la mort d’un habitant de Conakry et d’un gendarme.

Ces manifestations “non-autorisées” ont “engendré des conséquences tragiques”, a commenté le ministre, selon qui le “calme est revenu sur la quasi-totalité du territoire”, même si les forces de maintien de l’ordre “s’évertuent à normaliser la situation dans les zones où des échauffourées persistent”.

L’opposition et la société civile militent depuis des mois contre un projet de nouvelle Constitution, évoqué par le pouvoir, qui permettrait à Alpha Condé, 81 ans, de se présenter fin 2020 pour un troisième mandat. Leur nombre est

actuellement limité à deux.

Quelques commerces ont timidement rouvert à Matoto, grande agglomération de la capitale, mais les manifestations se poursuivaient dans d'autres quartiers comme Hamdallaye, Cosa, Koloma, Lambanyi et Kobaya. "Ces jeunes sont fous, nous on est fatigués, nous voulons qu'ils rentrent chez eux, mais impossible", a déclaré une source policière.

– 'Traitements inhumains' –

Le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), coalition de partis d'opposition, de syndicats et d'associations de la société civile, à l'origine des manifestations, a dénombré 10 morts côté manifestants, 70 blessés par balle et de près de 200 arrestations. L'AFP a quant à elle pu établir un bilan de sept tués chez les manifestants, selon des proches et des médecins.

Huit des dirigeants du FNDC interpellés samedi ont comparu dans une ambiance tendue devant un tribunal de Conakry. Ils ont dénoncé des traitements inhumains et dégradants au cours de leur garde à vue, notamment le fait d'avoir été confinés dans des cellules exigües ou d'avoir été mis à nu.

Ils encourent de 3 à 5 ans de prison pour avoir tenu des propos de nature à troubler l'ordre public en appelant à manifester, selon l'accusation. Leur défense a annoncé qu'elle plaiderait "non-coupable" lors de la reprise de leur procès vendredi.

A Kindia (ouest), le procureur a requis six mois d'emprisonnement à l'encontre de sept manifestants pour "participation à un attroupement interdit".

"On continue d'assister à de nombreuses incursions des forces de l'ordre dans les domiciles des citoyens où des femmes ont été agressées physiquement et verbalement et leurs marmites de riz renversées", a dénoncé le FNDC.

Le gouvernement assure que les forces de sécurité ne font pas usage d'armes à feu et dénonce la diffusion d'"images montées de toute pièces", en allusion à des vidéos présentées comme reflétant des exactions des services de maintien de l'ordre. Il estime que l'appel à manifester constitue en réalité "une action de déstabilisation de l'Etat (...) et une sérieuse menace pour la sécurité nationale".

"Les innombrables intimidations du pouvoir doivent cesser, elles ne nous feront pas abandonner le combat pour la démocratie", a rétorqué le chef de l'opposition politique, Cellou Dalein Diallo.

– 'Dialogue insuffisant' –

Ces tensions alarment la communauté internationale, dans ce pays pauvre malgré ses importantes ressources minières, à la stabilité incertaine, coutumier des protestations et des répressions extrêmement violentes.

"L'insuffisance de dialogue (...) provoque une escalade de la tension avec des recours à la violence, susceptible de porter gravement atteinte aux acquis démocratiques", ont conjointement averti les représentants à Conakry de l'ONU, de la Cédéao, de l'UE, des Etats-Unis et de la France notamment.

"Nous appelons tous les acteurs à renouer le dialogue" et à "faire preuve de calme et de retenue en bannissant tout recours à la violence ou un usage disproportionné de la force", ont-il dit, en suggérant qu'une "éventuelle libération rapide des personnes détenues de façon préventive serait de nature à aider à l'apaisement".

Sans dévoiler explicitement ses intentions, M. Condé a lancé en septembre des consultations sur la Constitution. Il s'exprimera "le moment venu", selon la présidence. Ses desseins ne font cependant aucun doute pour ses adversaires.

"Il a suffi juste que le mot Constitution soit prononcé pour

que certains partent dans toutes les interprétations", a regretté mardi le ministre de l'Administration du Territoire.

En réalité, estiment les défenseurs des droits humains, la répression prolonge le durcissement du régime observé depuis des mois en même temps que se cristallisait l'idée d'un troisième mandat.

[AFP](#)